



**PRÉFÈTE
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD-EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général pour l'Administration
du Ministère de l'Intérieur Sud-Est**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
N° MI-SGAMI-SE-BACP-2025-006**

**MARCHE RELATIF À LA RÉALISATION D'OPÉRATIONS DE CÂBLAGE POUR LES SITES
DE POLICE DE GRENOBLE (38) ET CHAMBÉRY (73)**

Lot 1- GRENOBLE

Lot 2- CHAMBERY

Pouvoir adjudicateur

La Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-est

Personne publique

Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur Sud-Est
Direction de l'administration générale et des finances
Bureau de l'achat et de la commande publique
Courriel : sgami-se-marchespublics@interieur.gouv.fr

Comptable assignataire des paiements

Monsieur Le directeur régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes
et du département du Rhône
Direction régionale des finances publiques
3 rue de la Charité
69 002 LYON
Mail : drfip69@dgfip.finances.gouv.fr

*La procédure de consultation utilisée pour la passation du présent marché est la suivante :
Il s'agit d'un marché à procédure adaptée soumis aux dispositions de l'article R 2123-1 du code de la
commande publique.*

Code CPV :

45311000 - Travaux de câblage et d'installations électriques.

Le présent CCAP comporte 29 pages

Table des matières

ARTICLE I – CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES.....	3
ARTICLE II – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	10
ARTICLE III – MODALITÉS D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE V – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	13
ARTICLE VI – SOUS-TRAITANCE.....	19
ARTICLE VII – PRIX DU MARCHÉ.....	20
ARTICLE XIII – RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE.....	22
ARTICLE IX - PÉNALITÉS.....	24
ARTICLE X – GARANTIE - ASSURANCE.....	25
ARTICLE XI – CESSION – NANTISSEMENT DE CRÉANCES.....	27
ARTICLE XII – RÉSILIATION DU MARCHÉ POUR MANQUEMENTS.....	27
ARTICLE XIII – CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE.....	27
ARTICLE XIV – ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS SUR LE PLAN JUDICIAIRE.....	28
ARTICLE XV – RÈGLEMENT DES LITIGES.....	28
ARTICLE XVI – DÉROGATIONS AU CCAG Travaux.....	29

Annexe 1 – Attestation de responsabilité

1.1 Objet du marché

Le présent marché est un marché de travaux ayant pour objet la réalisation d'opérations de câblage au profit des sites de police de Grenoble et Chambéry situés :

- Hôtel de Police de Grenoble – 36 Boulevard du Maréchal Leclerc – 38 000 GRENOBLE
- Hôtel de Police de Chambéry – 585 Avenue de la Boisse - 73 000 CHAMBERY

La description exacte des travaux ainsi que leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Allotissement et variantes

Le présent marché est alloté en deux lots géographiques :

Lot 1 : Hôtel de police de Grenoble (38)

Lot 2 : Hôtel de police de Chambéry (73)

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.3 Mode de passation et montant du marché

Le présent marché est un marché à procédure adaptée et est soumis aux dispositions de l'article R 2123-1 à 3 du code de la commande publique.

L'opérateur économique est tenu de présenter une offre dans le respect du règlement de consultation (RC).

Le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable est le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, le CCAG applicable sont consultables sur les sites internet suivants : <http://www.legifrance.gouv.fr> et sur www.economie.gouv.fr/daj/commandepublique.

La présente consultation est également passée en application du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique de l'article R 2132-1 à l'article 2132-14 relatifs à la mise à disposition des documents de la consultation et à la communication par voie électronique et à l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics.

Le marché est mono attributaire.

Il est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum pour sa durée ferme estimé à : 66 000 € HT pour le lot 1 et 74 000 HT pour le lot 2.

1.4 Durée – Reconduction

Le marché est conclu pour une durée ferme de un an à compter de sa date de notification.

La date officielle de début de chantier sera actée par ordre de service.

L'ordre de service concernant la tranche ferme sera transmis au titulaire dans les 30 jours francs au maximum suivant la date de notification du marché.

Le lot n°1 comprend une tranche ferme . Le délai de réalisation du chantier est fixé à 8 semaines.

Le lot n°2 comprend une tranche ferme et une tranche conditionnelle. Le délai de réalisation de la tranche ferme est fixé à 5 semaines, celui de la tranche conditionnelle est également fixé à 5 semaines.

Afin de pallier aux difficultés éventuelles :

- le lot n°1 pourra faire l'objet d'une reconduction tacite de 12 mois sans que sa durée ne puisse excéder 2 ans,

- le lot n°2 pourra faire l'objet de deux reconductions tacites de 12 mois sans que sa durée ne puisse excéder 3 ans.

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur à l'issue de chaque période de validité du marché vaut reconduction du marché.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra à tout moment décider de ne pas reconduire le marché ou le reconduire pour une période inférieure à un an en notifiant sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de deux (2) mois avant la fin de la période contractuelle considérée.

Le délai d'affermissement de la tranche conditionnelle du lot 2 est fixée à 24 (vingt-quatre) mois au maximum à compter de la notification.

Le délai d'exécution sera précisé dans l'ordre de service, lequel indiquera également la date de début d'exécution de cette tranche.

Lors de la visite obligatoire prévue lors de la phase de consultation des locaux, le prestataire devra s'être rendu compte des diverses contraintes et difficultés d'exécution.

1.5 Modification du marché

Toute modification du marché fait l'objet d'un document qui précise la date de prise d'effet des nouvelles dispositions.

Le titulaire du marché dispose d'un délai de 8 jours pour accepter cette modification et la retourner dûment signée.

1.6 Langue et unité monétaire

Tous les documents écrits remis par le candidat au pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le candidat ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le marché est conclu dans l'unité monétaire suivante : EURO

1.7 Marché de prestations similaires

En application de l'article R2122-4 et -7 du code de la commande publique, le présent marché peut être complété par la passation d'un marché complémentaire de fournitures ou faire l'objet de prestations similaires de services. La durée pendant laquelle ces marchés publics peuvent être conclus ne pourra dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché au titulaire.

1.8 Traitement des données à caractère personnel

1.8.1 L'acheteur

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

- Précisions terminologiques :

Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du présent marché.

- Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du marché.

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée identique à celle du marché.

- Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

Le titulaire s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché;

2. si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information.

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution du marché permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation du marché pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence ;

3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché;

4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité

- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

- Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur. Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates

du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant conformément aux modalités définies à l'article 8 du présent CCATP.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations. Le titulaire informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

- Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

- Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance et par courriel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

- Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

- Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

- Sort des données

Au terme de l'exécution du présent marché, l'acheteur informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. L'acheteur peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

- Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

- Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du

règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes
- des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

- Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées : 50 € pour non transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire, pour absence de notification à l'acheteur d'une violation de données à caractère personnel, pour non-teneur du registre des activités de traitement ...).

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

1.8.2 Les bénéficiaires du marché

- Sort des données

Au terme de l'exécution du présent marché public, le bénéficiaire informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. Le bénéficiaire peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel ;
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par le bénéficiaire.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

- Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au bénéficiaire dès la notification du marché le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

- Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte du bénéficiaire comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;

2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;

3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du

règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

- Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- 50 € par jour de retard (à compter du jour de la notification) en cas de non-communication de l'identité du DPD,
- 50 € par heure de retard en cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel.

Conformément au CCAG de référence, le bénéficiaire peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévue par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

1.8.3 Attestation de responsabilité - Annexe 1 au CCAP

Le titulaire fait signer à tous ses personnels appelés sous sa responsabilité à intervenir dans le cadre de l'exécution du marché.

Cette attestation doit être obligatoirement signée, après la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, par les agents du Titulaire susceptibles d'intervenir dans le cadre des prestations du marché. En cas de sous-traitance, l'engagement de reconnaissance de responsabilité doit également être signé par les agents du sous-traitant et communiqué à l'Acheteur par le Titulaire. Le Titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit l'attestation de reconnaissance de responsabilité précitée interviennent de quelque manière que ce soit dans l'exécution du marché.

Dans l'éventualité d'un changement de personnel, le nouvel agent devra obligatoirement prendre connaissance de l'attestation et la signer.

Toutes les attestations de reconnaissance de responsabilité signées doivent être systématiquement transmises au responsable projet et l'acteur en charge de la sécurité numérique désignés par l'Acheteur.

Les attestations sont adressées par voie dématérialisée à l'Administration aux adresses courriel suivantes :

sgami-se-csn@interieur.gouv.fr
sgami-se-marchespublics@interieur.gouv.fr

1.9 Environnement

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG-Travaux.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de

tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisées dans la partie III - Environnement du mémoire technique.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, le traitement des déchets pourra être effectué d'office, à ses frais.

1.10 Clause sociale

Le titulaire du marché s'engage à respecter et à faire respecter par ses éventuels sous-traitants, les principes fondamentaux en matière de droit humains, notamment :

- l'interdiction du travail forcé ou obligatoire,
- l'interdiction du travail des enfants,
- le respect de la liberté syndicale et du droit à la négociation collective,
- des condition de travail décentes et sûres,
- l'égalité de traitement et la non discrimination.

Le non respect de ses principer pourra entrainer l'application de pénalités contractuelles, voir la résiliation du marché.

Le Prestataire déclare souscrire pour ses recrutements aux principes du développement durable et particulièrement à la formation professionnelle du personnel, la non-discrimination à l'emploi ou l'insertion sociale par l'activité économique

ARTICLE II – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

2.1 Pièces particulières

- les actes d'engagement et leurs annexes financières (« Annexe_ATTRI_prix_38.xls » et « Annexe_ATTRI_prix_73.xls »)
- le cahier des clauses administratives particulières n° 2025-006 et son annexe,
- les cahiers des clauses techniques particulières n° 2025-006 et leurs annexes (« CCTP_Annexe_1_38_Tableauxtechq.xls » et « CCTP_Annexe_1_38_Tableauxtechq.xls »)
- DC1,
- DC2,
- DC4,
- le mémoire technique,

2.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

Ces pièces, non jointes au marché, doivent être connues du titulaire et sont contractuelles :

- le code de la commande publique,
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux.

2.3 Pièces postérieures à la conclusion du marché

- les éventuelles modifications au marché en cours d'exécution.

3.1 Intervenants

- Maître d'ouvrage :

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le ministère de l'Intérieur – Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud-Est (SGAMI-SE).

- Maître d'œuvre :

La maîtrise d'œuvre est assurée par la Direction des systèmes d'information et de communication (DSIC) – section réseaux de données.

Les missions assurées par la maîtrise d'œuvre sont inscrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

- Interlocuteurs :

Les interlocuteurs chargés du suivi de l'exécution des prestations sont désignés par le maître de l'ouvrage comme suit :

Contacts SGAMI-SE/DSIC	Téléphone	MAIL
Laurent MONTAGNON Chef du bureau Réseaux de données	04.72.61.63.55 06.76.89.05.54	laurent.montagnon@interieur.gouv.fr
Frédéric RICOU	04.72.61.63.95 06.22.71.72.02	frederic.ricou1@interieur.gouv.fr
Béatrice JANIN Technicienne réseaux	04.76.84.70.69 06.76.50.34.21	beatrice.janin@interieur.gouv.fr

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs habilités à le représenter auprès du maître de l'ouvrage et, le cas échéant, du maître d'œuvre, pour les besoins de l'exécution du marché. Ces interlocuteurs sont désignés dans le **mémoire technique, partie II – Organisation du chantier, paragraphe 2.**

Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître de l'ouvrage de toute modification d'interlocuteurs.

3.2 Forme des notifications et informations

Le maître de l'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Le délai d'exécution prend effet à compter de la réception par le titulaire de l'ordre de service relatif au démarrage des prestations.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître de l'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, le maître de l'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

En ce qui concerne les modifications du présent marché, le titulaire disposera d'un délai de 10 jours pour les accepter et les retourner dûment signées.

3.3 Modalité d'exécution du marché

3.4.1 Calendrier détaillé de l'exécution des prestations

Le calendrier prévisionnel de l'ensemble des travaux est élaboré par l'entrepreneur titulaire et est détaillée au **mémoire technique, partie II – organisation du chantier.**

Le calendrier détaillé définitif d'exécution est élaboré par l'entrepreneur titulaire, dans les **5 (cinq) jours** précédant le démarrage des travaux et doit être approuvé par le maître d'œuvre.

3.4.2 Utilisation du matériel dans les locaux

Cette utilisation doit avoir lieu pendant les horaires permis par l'administration et en présence d'un de ses représentants, sauf autorisation expresse.

3.4.3 Accès au site

L'attention des prestataires est attirée sur le fait que les prestations se situent dans des enceintes protégées qui font l'objet d'un contrôle d'accès.

De ce fait, le titulaire devra fournir, obligatoirement au minimum une semaine avant la date prévisionnelle de début des travaux pour accord du service utilisation, une liste ainsi qu'un biodata à jour pour chaque intervenant (et sous-traitant éventuel) comprenant le nom complet, la fonction, le lieu et date de naissance.

Lors de l'accès aux sites, les personnels devront être porteurs d'une pièce d'identité (ou titre de séjour en cours de validité).

L'accueil sur les sites est effectuée par un fonctionnaire de police. Le poste de police sera informé 48 heures à l'avance de toute livraison sur le site.

Le titulaire ne pourra justifier en aucune manière d'un retard d'exécution dû au contrôle de son personnel.

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche.

Le titulaire garantit la confidentialité des informations dont ses techniciens pourraient avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, et s'engage notamment à ne faire intervenir que du personnel habilité par les services compétents du ministère de l'Intérieur.

Il est rappelé qu'en égard au caractère opérationnel du bâtiment, le titulaire s'engage à :

- pouvoir arrêter les travaux lors d'opérations liées au maintien de l'ordre public ;
- pouvoir déplacer les zones de travaux en fonction des besoins du service ;
- pouvoir étendre les horaires d'exécution pour limiter la durée des travaux.

3.4.4 Ouvrages non repérés

Si des ouvrages sont découverts après la commande ou la signature du marché, le titulaire informe par écrit le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le titulaire du marché prend toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

3.4.5 Provenance – Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Chaque composant devra être du même constructeur.

Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes françaises homologuées.

4.1 Préparation, coordination et exécution des travaux

4.1.1 Période de préparation – programme d'exécution des travaux

Pour chacun des lots, il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

Par le maître de l'ouvrage :

- autorisation d'accès au site des différentes personnes intervenant sur le site pour y livrer du matériel, y travailler, ou y superviser l'exécution des travaux ;
- la transmission de(s) l'ordre(s) de service.

Par le maître d'œuvre :

- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution des prestations

Par le titulaire :

- la remise des documents administratifs prévus par le marché ;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
- le calendrier prévisionnel de l'ensemble des travaux ;
- le calendrier détaillé définitif de l'exécution des prestations.

4.1.2 Organisation – Hygiène et sécurité du chantier

Toutes les dispositions devront être prises pour assurer la permanence du service pendant les travaux. Le titulaire devra impérativement respecter les consignes de sécurité définies par le Code du travail et pouvoir établir un plan de prévention en coordination avec le responsable de sécurité du site.

Le titulaire s'engage à respecter les principes généraux de prévention définis par la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

4.2 Exécution des travaux

4.2.1 Réunions de chantier

Les réunions de chantier ont lieu aux jours et heures fixées par le maître d'œuvre. Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités. Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

4.2.2 Plan d'exécution – Notes de calcul – Études et détails

L'élément de mission EXE est confié au titulaire. Les plans, notes et études sont soumis au VISA du maître d'œuvre.

4.3 Équipements, matériaux et produits

Fournis par le maître de l'ouvrage :

- l'implantation des prises par poste de travail et par bureau dans les bâtiment ;
- les exigences relatives aux équipements, matériaux et produits.

Fournis par le titulaire :

L'ensemble des documents à joindre au dossier de consultation sont inscrits dans le règlement de consultation n°2025-006.

À la demande du maître d'œuvre :

Les choix du titulaire concernant les équipements, matériaux et produits sont soumis à son approbation avant leur mise en œuvre.

ARTICLE V – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1 Dispositions légales

Les prestations sont réalisées sous l'entière responsabilité du titulaire lequel exécute personnellement le marché et se conforme strictement aux textes législatifs et réglementaires relatifs notamment :

- au droit fiscal,
- au droit de la sécurité sociale,

- au droit du travail et à l'emploi des travailleurs étrangers et des travailleurs aux aptitudes physiques restreintes :
 - les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux,
 - la proportion maximale des travailleurs aux aptitudes physiques restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la législation en vigueur,
- aux conventions collectives.

L'entreprise doit être en conformité avec la réglementation sur le temps de travail.

Le titulaire devra en outre se conformer à l'ensemble des normes en vigueur dans le domaine d'activité et aux consignes intérieures du site au sein duquel il exécutera ses prestations.

Par ailleurs, en application des dispositions de la convention collective nationale des personnels des entreprises de nettoyage, en vigueur, le titulaire procède, lors de la prise d'effet du présent marché, à la reprise des personnels en place au moment de la consultation.

Le titulaire s'engage à appliquer les textes légaux et réglementaires en vigueur en matière de législation du travail, de la sécurité sociale et fiscale.

De plus, le titulaire s'engage à fournir à l'administration avant l'expiration du marché, sur toute demande de sa part dans un délai de 10 jours, les informations utiles au respect des obligations de poursuite des relations de travail prévues dans la convention collective.

5.2 Vêtement de travail et EPI

Conformément à l'article 13 du CCAG de référence, le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer l'hygiène, la sécurité et la protection de la santé de son personnel.

Par conséquent, l'ensemble des personnels intervenants sur les chantiers devra être équipé de tenues de travail appropriées et d'équipement individuels de protection conformes à la réglementation en vigueur.

L'utilisation de ces équipements est obligatoire pendant toute la durée des chantiers.

Le titulaire devra également veiller à l'entretien et éventuellement au remplacement en cas de détérioration.

5.3 Comportement du personnel

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il aura connaissance dans l'exercice de ses fonctions, et d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

L'usage du téléphone portable doit rester discret.

La prise de photos est interdite.

Il est interdit d'utiliser à des fins personnelles le matériel de l'établissement tels que téléphone, photocopieur, ordinateur et d'utiliser, comme moyen de surélévation, les bureaux, sièges, meubles bas...

En cas de comportement inapproprié, l'administration se réserve la possibilité, en cours de marché, de ne plus accepter un personnel, et demander son remplacement.

5.6 Prototypes et propriété intellectuelle

Tous les documents, textes et schémas relatifs à la conception du matériel, à sa construction ou au logiciel et en général tous renseignements d'ordre technique qui pourraient être fournis au titre du présent marché, demeurent la propriété du titulaire et ne sauraient être reproduits ni communiqués en totalité ou en partie sans l'accord du titulaire.

5.7 Confidentialité, secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur ou du service" bénéficiaire, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace. La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire sans préjudice de l'engagement des procédures pénales adaptées à la gravité de l'infraction constatée.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 300 €. En cas de manquements graves et répétés, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure, par dérogation à l'article 50 du CCAG-Travaux.

Le titulaire garant la confidentialité des informations dont ses techniciens pourraient avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, et s'engage notamment à ne faire intervenir que du personnel habilité par les services compétents du ministère de l'Intérieur.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du Code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

5.8 Prévention des conflits d'intérêts

Les intervenants du titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

L'administration bénéficiaire pourra statuer sur les déclarations transmises et prendre les mesures idoines afin de faire cesser tout conflit d'intérêt (demande de remplacement, mise en impossibilité d'honorer la commande, etc.).

En cas de modification substantielle des intérêts détenus au cours de la prestation, le prestataire et les consultants actualisent leur déclaration dans un délai de quinze jours à compter de la modification et selon les mêmes modalités.

Au titre de l'exécution du présent marché, le titulaire pourra être amené à avoir accès à des informations ignorées par d'autres opérateurs économiques ou être conduit à accompagner un service acheteur dans la passation d'un contrat de la commande publique. Dans ces hypothèses, le titulaire est tenu de déclarer sans délai toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts au sens de l'article L. 2141-10 du code de la commande publique et toute situation susceptible de fausser la concurrence entre les opérateurs économiques.

Conformément, aux articles L. 2141-8 2°, L. 2141-10 et R.2111-2 du code de la commande publique, le titulaire du présent marché, ainsi que, le cas échéant, ses sous-traitants, pourra se voir interdire de soumissionner aux marchés lancés en application des livrables qu'il a remis à l'acheteur, y compris pour des marchés lancés après l'expiration du présent marché, dans la limite de cinq (5) ans à compter de la fin normale ou anticipée du présent marché.

5.9 Remplacement des personnels

En cas de remplacement d'un personnel, les conditions d'accès au site sont fixées au paragraphe 3.4.2 du présent CCAP.

5.10 Plan de continuité d'activité en cas de pandémie, crise ou évènement

Dans un souci d'anticipation des risques et d'assurance de la continuité des prestations, le titulaire s'engage à établir un plan de continuité d'activité (PCA).

Ce document doit décrire les mesures organisationnelles, humaines et techniques mises en place pour garantir, autant que possible, la poursuite des travaux en cas d'évènements exceptionnels pouvant perturber l'activité normale (crise sanitaire, indisponibilité d'effectifs, rupture d'approvisionnement, panne matérielle, sinistre...).

Ce PCA sera transmis à l'administration dans un délai de 20 jours suivant la date de notification du marché pour validation du maître d'œuvre.

5.11 Dispositions applicables en cas de cas de force majeure appelant des mesures exceptionnelles

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

- Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

- Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur par lettre recommandée (ou mail) avec accusé de réception, un mémoire en réclamation dans un délai de 15 jours suivants la date à laquelle il a eu connaissance des faits motivant sa réclamation.

Conformément aux dispositions de l'article 50.1.1 du CCAG de référence, ce mémoire justifie :

- la motivation de sa demande étayée par des faits précis (dates, documents...)
- préciser le préjudice (retard, coût supplémentaires...)
- joindre des pièces justificatives (planning, ordres de service...)

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

- Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

- Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

- Indemnisation

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- * de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;

- * de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **10%** du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

- Demandes

indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence [article 46.2 CCAG FCS] et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

- Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

5.12 Plan de prévention des risques

Le titulaire transmet un plan de prévention des risques. Il est établi avant la date de début des prestations.

5.13 Obligation de conseil et d'alerte

Le titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, d'information et de mise en garde, sur le périmètre contractuel, notamment sur les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sûreté des personnes, des biens ou des informations et d'indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

Le devoir de conseil et d'alerte doit contribuer à l'amélioration de la performance du service.

Le titulaire s'engage à émettre auprès tous les conseils et mises en garde nécessaires au cours de l'exécution du contrat, notamment en termes de qualité de service, de continuité d'exploitation, de sécurité et de mise à l'état de l'art et d'évolution.

5.14 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler au maître d'œuvre tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations

5.15 Sujétions résultant des activités d'exploitation

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever des réclamations, des sujétions qui pourront être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment par l'interruption ou le report de toute opération décidée par l'administration.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens des parties prenantes par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

ARTICLE VI – SOUS-TRAITANCE

En complément des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique relatifs à la sous-traitance, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

• En cas de sous-traitance directe :

le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial (DC4 : formulaire de demande de sous-traitance). En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également une attestation ou

mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le titulaire remettra l'acte spécial de sous-traitance à l'adresse suivante :

sgami-se-marchespublics@interieur.gouv.fr

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

- **En cas de sous-traitance indirecte :**

Les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus.

La non production de cette copie de la caution au représentant du maître de l'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut avoir pour conséquence la résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

ARTICLE VII – PRIX DU MARCHÉ

7.1 Monnaie et TVA

7.1.1 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

7.1.2. Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

7.1.3. Auto-liquidation

Les dispositions de l'article 283-2 du Code général des impôts relatives au régime d'auto liquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'appliquent au présent contrat. Ainsi, la TVA due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant est acquittée par le donneur d'ordre assujetti à la TVA. Donc, le sous-traitant déclare uniquement le montant hors taxe des prestations exécutées.

Le titulaire du marché doit attester du contrat passé avec un sous-traitant et de la nature des prestations sous-traitées justifiant l'auto-liquidation dans le DC4.

Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention « auto-liquidation » pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

7.2 Forme des prix

Les prix sont fermes et actualisables.

7.3 Contenu des prix

Le présent marché est conclu à prix forfaitaire.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement le produit ainsi que tous les frais afférents à la récupération des anciens matériels, au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison, à son installation et mise en demeure.

Le prix forfaitaire est détaillé dans le cadre de décomposition du prix global forfaitaire annexé à l'acte d'engagement et comprend la désignation des fournitures, l'indication des quantités, des prix unitaires HT et TTC.

Le contenu des prix est établi conformément à l'article 9 du CCAG-Travaux.

7.4. Actualisation des prix

La décomposition du prix global et forfaitaire constitue à la date de notification du marché, les documents de référence comportant notamment la liste et le prix des prestations et travaux relatifs au marché.

Ils seront actualisés si un délai supérieur à 3 (trois) mois s'écoule entre le mois d'établissement des prix et la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations, par application d'un coefficient donné par la formule :

$C_n = (Id-3)/I_0$	
C_n	Coefficient d'actualisation
$Id-3$	Valeur prise par l'index de référence I (BT) au mois d-3
I_0	Valeur prise par ce même index d'établissement des prix du marché
d	Mois de début des travaux
Index de référence	L'index de référence I est le BT 47 – Électricité – base 2010 Identifiant 001710979

Cette actualisation portera sur l'ensemble de la DPGF.

Après mise en œuvre de la formule, les prix ajustés sont arrondis au millième supérieur.

L'actualisation des prix est faite par le titulaire et elle est à envoyer au bureau des marchés publics par courriel : sgami-se-marchespublics@interieur.gouv.fr dans les 15 jours suivant le début d'exécution des prestations.

Le bureau des marchés publics dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la révision de prix pour la contester. **Le silence de l'administration vaut validation.**

Si le titulaire n'envoie pas dans les délais l'actualisation des prix, les montants de l'année précédente resteront valables pour l'année suivante.

7.5 Choix de l'indice de référence et modalités d'actualisation

Électricité : BT47

En dérogation à l'arcle 13 du CCAG-Travaux, l'actualisation sera réglée dès parution de l'index concerné à titre définitif. Aucune actualisation provisoire ne sera calculée.

7.6 Clause de sauvegarde

L'administration se réserve le droit de résilier sans indemnité la pare non exécutée du marché à la date d'application du prix ajusté lorsque l'augmentation de celui-ci est supérieure à 3 % par an.

ARTICLE XIII – RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

8.1 Facturation

8.1.1 - Relevé d'identité bancaire

Le RIB indiqué sur la facture doit correspondre à celui fourni par le titulaire lors de la phase de consultation.

En cas de changement de RIB, le titulaire s'engage à avertir la personne publique dans les plus brefs délais.

8.1.2 - Prestations forfaitaires

Le titulaire ne peut faire parvenir ses factures à l'administration que lorsqu'une prestation est totalement achevée.

Outre les mentions légales, ces factures comportent les mentions suivantes :

- le numéro de marché et le lot concerné,
- le service concerné,
- la période de référence d'exécution des prestations,
- le nom du titulaire et le numéro d'identification SIRET,
- le montant HT,
- le taux et le montant des taxes,
- le montant TTC,
- la date d'établissement de la facture.

8.2 Facturation électronique

Les factures afférentes au paiement sont établies après admission définitive des fournitures, en un (1) original et trois (3) copies.

Pour le traitement de chaque facture, **il est impératif** d'y porter les mentions listées ci-dessous :

Au titre du code général des impôts ¹:

- Date d'émission de la facture
- Numéro d'Identifiant unique de la facture
- Raison sociale et adresse
- SIRET ou, à défaut, SIREN
- Montant TTC et HT
- Taux de TVA appliqué et montant
- Mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir

1. article 242 nonies A de l'annexe II au CGI, en application de l'article 128 du CGI

Pour le traitement de votre facture et dépôt dans chorus-Pro :

Le code **SIRET ÉTAT unique**:
n°11 000 201 100 044

ET Le code du service exécutant (code SE):
MI5PLTF069(à renseigner lors de l'émission de la facture) situé en haut à gauche sous l'adresse de facturation. Le code service exécutant ne comprend que des zéros et aucune lettre o.

La référence de l'engagement juridique
(numéro d'EJ : 10 caractères numériques)



située en haut à droite du bon de commande ou à défaut sur la lettre de notification du marché.

Outre les mentions légales, les factures doivent porter les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier,
- les noms et adresse du débiteur,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- le numéro et la date du marché et éventuellement de chaque avenant, ainsi que la date et le numéro du bon de commande,
- le type et la quantité de fournitures livrées en précisant sa destination,
- le montant hors TVA de la fourniture livrée et des prestations réalisées, éventuellement ajustées,
- le taux et les montants de la TVA,
- le montant TTC,
- la date,
- le numéro d'identification CHORUS (n°indiqué dans le bon de commande).

Les factures doivent être envoyées obligatoirement par voie dématérialisée conformément au décret 2019-748 du 18 juillet 2019.

Si le fournisseur rencontre des difficultés pour déposer ou modifier ses factures, la section Organisation et Qualité Comptable (OQC) dispose de 2 référents pour l'accompagner dans ses démarches à l'adresse suivante : sgami-se-chorus-oqc@interieur.gouv.fr .

Le portail Chorus Factures est accessible à l'adresse suivante :

- <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il permet après un premier enregistrement du fournisseur (SIRET, RIB, etc.) de déposer ses factures sous format PDF ou de saisir en ligne ses factures sur le portail.

Dans tous les cas les factures doivent obligatoirement indiquer :

- le numéro d'engagement juridique à 10 chiffres,
- le code du service réceptionnant (service exécutant : MI5PLTF069).

Ces deux informations figurent sur le bon de commande.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

8.3 Avances

Les dispositions prévues à l'article R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique s'appliquent.

8.4 Certification «service fait »

Le procès-verbal d'admission vaut exécution du service fait et donne droit à un paiement.

8.5 Délais de paiement des intérêts moratoires

Le règlement est effectué par paiement administratif.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par les services de l'administration conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique. En cas de dépassement de ce délai contractuel, le paiement d'intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire de recouvrement s'effectue selon les dispositions des R.2192-31 à R.2192-36 du même Code.

8.6 Travaux non prévus

Les travaux modificafs sont réglés conformément à l'arcle 14 du CCAG-Travaux.

8.7 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au titulaire et éventuellement à ses sous-traitants.

8.8 Délai de paiement

Le règlement est effectué par paiement administratif.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par les services de l'administration conformément à l'article 1^{er} du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le paiement d'intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire de recouvrement s'effectue selon les dispositions des articles 7 à 10 du décret pré-cité.

8.9 Avance

Conformément à l'article 2191-3 du code la commande publique, il est accordé au titulaire (sauf avis contraire de sa part exprimé dans l'acte d'engagement) le versement d'une avance.

En cas de nouvelles dispositions concernant le versement des avances, ces dernières s'appliqueront d'office dès la publication du texte officiel.

Dans le cas où une avance est versée au titulaire, son remboursement intervient par précompte sur les sommes dues ultérieurement et s'applique dès la mise en paiement de la première facture de l'année en cours.

8.10 Cession ou nantissement de créances

Le marché peut-être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE IX - PÉNALITÉS

Lorsque le délai d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité définie dans les sous-articles qui suivent ci-dessous.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'exécution a donné lieu à l'application des pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les observations que le titulaire du marché serait amené à formuler sur les décomptes de pénalités doivent être présentées à la personne publique dans un délai maximal de huit (8) jours à compter de la réception de ce décompte.

9.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Du simple fait de la constatation par le maître d'œuvre d'un retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux éventuellement modifié, le titulaire encourt une pénalité journalière de 200 €.

9.2 Pénalités pour retard dans la transmission de documents administratifs

En cas de retard dans la remise de documents administratifs prévus au présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité de 200 € par jour de retard.

9.3 Pénalités liées à l'absence lors d'une réunion de chantier programmé

En cas d'absence à une réunion de chantier programmé, le titulaire encourt une pénalité de 150 € par absence constatée.

9.4 Autres pénalités

En cas de violation des mesures de sécurité et de protection des informations sensibles, ainsi que des obligations de confidentialité prescrites par la politique de sécurité des systèmes d'information du ministère de l'Intérieur (PSSI-MI), le titulaire s'expose à l'application d'une sanction pécuniaire. Cette sanction pécuniaire, également appelés pénalités, seront appliquées comme ci-après :

- En cas de non-respect des règles de sécurité impliquant des informations sensibles non nominatives : pour chacun des faits constatés, application d'une pénalité de 300 € ;
- En cas de non-respect des règles de sécurité impliquant des informations sensibles nominatives : pour chacun des faits constatés, application d'une pénalité de 500 € ;
- En cas de constatation de plusieurs faits générateurs indifféremment du niveau de sensibilité des informations concernées, les sanctions pécuniaires ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Les sanctions pécuniaires sont appliquées sans mise en demeure du titulaire de se conformer aux prescriptions de la PSSI-MI.

L'application par le titulaire des mesures correctives visées dans sa mise en demeure ne sauraient l'exonérer du paiement des sanctions pécuniaires.

Le montant des sanctions pécuniaires ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente aux prestations exécutées à la date de survenance du fait générateur. Les sanctions pécuniaires sont appliquées sans préjudice des sanctions pénales encourues par le titulaire.

En cas de violation de la clause sociale décrite à l'article 1.10 du présent CCAP, le titulaire s'expose à une pénalité de 1 000 € par manquement, voir à la résiliation du marché.

9.5 Plafonnement des pénalités

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, « le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total HT de la tranche considérée ».

9.6 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues, peu importe leur montant.

ARTICLE X – GARANTIE - ASSURANCE

10.1 Garanties de parfait achèvement

Le maître d'œuvre procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué.

Le matériel sera garanti deux (2) ans à compter de la réception contre tous les vices de fabrication et de montage. Pendant les années de garantie, le titulaire devra remplacer dans un délai d'une journée à ses frais l'appareillage défectueux. Dans ce même délai, il devra sur simple demande procéder aux réparations nécessaires au bon fonctionnement de l'installation.

10.2 Assurance

10.2.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Le niveau des garanties exigées par le maître d'ouvrage est adapté aux risques relatifs à l'opération de construction objet du marché.

10.2.2. Assurance de responsabilité civile décennale

Pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, le titulaire souscrit l'assurance décennale obligatoire visée à l'article L. 241-1 du code des assurances.

Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L. 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

Pour les ouvrages de construction non soumis à l'obligation légale d'assurance, mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, lorsque le CCAP ou tout autre document en tenant lieu le prévoit, le titulaire doit contracter une assurance de responsabilité décennale.

Les montants de garantie, s'ils sont fixés, sont adaptés aux limites du marché de l'assurance. A la notification du marché, le maître d'ouvrage communique au titulaire le coût prévisionnel total de l'opération de construction, honoraires compris.

10.2.3. Attestations d'assurance

Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas d'assurance de responsabilité décennale obligatoire au titre de la garantie décennale, le titulaire doit justifier qu'il satisfait à cette obligation, dans les conditions prévues par les articles L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances, par la remise d'une attestation conforme aux dispositions des articles A.243-2 et suivants du code des assurances. L'attestation doit être valable à la date de l'ouverture du chantier sur lequel le titulaire intervient et pour les activités objets de son marché.

10.3 Dispositions diverses

10.3.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché. De même, le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

10.3.2 Retenue de garantie

Le présent marché ne donne pas lieu à la constitution d'une retenue de garantie.

ARTICLE XI – CESSION – NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Le marché peut-être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles aux articles R.2191-46 à R2191-63 du code de la commande publique. Un exemplaire du marché « dit exemplaire unique » sera délivré au titulaire sur demande.

ARTICLE XII – RÉSILIATION DU MARCHÉ POUR MANQUEMENTS

En cas de manquements répétés aux obligations du marché, de deuxième constat d'exécution aux frais et risques ou de faute grave, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier unilatéralement le marché et sans que le titulaire ne puisse prétendre à des indemnités.

La résiliation aux frais et risques pourra s'appliquer.

En cas de fermeture totale du site, le marché est résilié sans ouvrir droit à une indemnité.

ARTICLE XIII – CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

En cas de changement dans l'entreprise affectant ou non sa forme juridique, sous peine du renvoi sans autre formalité de ses factures éventuellement en instance, le titulaire s'engage à informer par écrit dans les plus brefs délais la personne publique et lui fournir dès que possible les documents ci-après selon les situations.

13.1 Changement relatif à la structure de l'entreprise et n'affectant pas sa forme juridique.

-Raison sociale ou de dénomination sociale :

Fournir soit un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'assemblée générale de la société, soit une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

-Siège social ou domicile, de capital social, de personnes ayant le pouvoir de diriger l'entreprise et de l'engager vis-à-vis des tiers :

Notifier ces modifications par écrit.

13.2 Changement dans la structure de l'entreprise entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale.

- Modification de la forme juridique du titulaire n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale (transformation régulière de la société ou participation de la société à un groupement d'intérêt économique sans lui faire apport du marché) : notifier cette modification par écrit.

- Modification portant transfert de l'exécution d'un titulaire à un autre (participation de la société à un groupement d'intérêt économique en lui faisant apport du marché, entreprise donnée en gérance libre) ou de changements importants entraînant la création d'une nouvelle personne morale (fusions, absorption, scissions), fournir :

- un extrait K BIS mis à jour,
- une copie du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire,
- un extrait du journal d'annonces légales relatant la décision (avec les dates de parution et références du journal),
- la déclaration du candidat (formulaire DC2),
- l'état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI 2) ou les liasses 3666 + l'attestation URSSAF de versement de cotisations et de fourniture de déclarations des candidats attributaires d'un marché public datant moins de 6 mois,
- l'exemplaire unique de l'acte d'engagement ou, à défaut, une déclaration sur l'honneur de perte de l'exemplaire unique,

- un pouvoir de la personne habilitée à représenter l'entreprise et à signer,
- un relevé d'identité du compte à créditer.

ARTICLE XIV – ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS SUR LE PLAN JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié sans délai au SGAMI - Bureau de l'achat et de la commande publique, 215 rue André Philip, 69421 LYON cedex 03, par le titulaire du marché.

Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE XV – RÈGLEMENT DES LITIGES

15.1 - Différends

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celle-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur internet « Relations fournisseurs » du Ministère de l'intérieur, Place Beauvau, 75800 PARIS Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

15.2 - Litiges

Le présent marché public est régi par le droit français.

Les contestations ou difficultés relatives à l'interprétation ou l'exécution des clauses du marché ne dégagent en aucun cas le titulaire de son obligation d'exécution continue des prestations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose au comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics.

À défaut d'accord amiable, tous les actes administratifs détachables du contrat ainsi que tout litige qui pourrait naître de son exécution relèvent de la compétence du juge administratif français et seront portés devant le tribunal administratif compétent.

ARTICLE XVI – DÉROGATIONS AU CCAG Travaux

Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites les dérogations
19 - Pénalités	9 – Pénalités